



**ORGANISATION DES ÉTATS AMÉRICAINS**  
**Conseil interaméricain pour le développement intégré**  
**(CIDI)**



XIIIe CONFÉRENCE INTERAMÉRICAINNE DES  
MINISTRES DU TRAVAIL  
24-26 septembre 2003  
Salvador, Bahia, Brésil

OEA/Ser.K/XII.13.1  
TRABAJO/INF.5/03  
25 septembre 2003  
Original: portugais

**PROPOSITION DE CONSTITUTION D'UN FONDS INTERAMÉRICAIN DE PROMOTION DU  
TRAVAIL DÉCENT <sup>1</sup>**

**Contexte et proposition**  
**présentée par le ministère du Travail et de l'Emploi du Brésil**

---

0 1 L'Organisation internationale du travail (OIT) considère comme travail décent le travail digne, dont la qualité et la quantité sont suffisantes (*travail productif et sûr; qui respecte les droits fondamentaux du travail; adéquatement rémunéré; comportant une protection sociale, un dialogue social, la liberté syndicale, la négociation collective et la participation*).

# **MINISTÈRE DU TRAVAIL ET DE L'EMPLOI DU BRÉSIL**

## **CABINET DU MINISTRE**

### **PROPOSITION DE CONSTITUTION D'UN FONDS INTERAMÉRICAIN DE PROMOTION DU TRAVAIL DÉCENT**

---

#### **CONTEXTE**

##### Ouverture économique et ajustement structurel

- Depuis le milieu des années quatre-vingts, les pays d'Amérique latine et des Caraïbes ont ouvert leurs régimes commerciaux et ont cherché à redéfinir leur place dans l'économie mondiale.
- Les pays de la région se sont joints au processus de mondialisation en encourageant l'ouverture commerciale et financière ainsi que l'ouverture aux investissements, en vue de stimuler la croissance et de diversifier les exportations.
- Ils ont utilisé un ensemble de politiques préconisées par le Consensus de Washington (équilibre fiscal, réduction de l'inflation, ouverture vers l'extérieur, réforme de l'État, etc.), encourageant l'ajustement structurel de leurs économies, afin de corriger des défauts et des déséquilibres macro-économiques.
- La dimension sociale n'était toutefois pas au nombre des réformes.
- Les résultats obtenus en matière de croissance économique et d'équité ont été décourageants: dans les années 90, le PIB en Amérique latine et dans les Caraïbes s'est accru, en moyenne, de 3,3 % par année, bien qu'accompagné d'une grande instabilité, des cycles de récupération alternant avec des cycles de récession; le volume annuel moyen des exportations de biens a augmenté de 8,4 %.
- Le dynamisme des exportations ne s'est pas manifesté dans le comportement de l'économie: on ne peut pas s'attendre à ce que l'ouverture se traduise automatiquement par une croissance économique entraînée par la croissance des exportations; il faut impérativement stimuler la formation d'une capacité d'exportation compétitive (exportations à haute densité technologique et comportant une importante valeur ajoutée).
- La pauvreté en Amérique latine est demeurée inchangée entre 1980 et 1999 (elle est passée de 34,7 % à 35,3 %), fruit d'une importante inégalité dans la distribution de la richesse dans la région.
- Dans les années 90, pour chaque point de pourcentage de croissance du PIB, la pauvreté a diminué de 0,12 %, alors que dans les années 80 ce rapport était de 0,88 %; l'élimination de la pauvreté est associée plus étroitement à la réduction des inégalités dans la répartition de la richesse.

### Panorama de l'emploi en Amérique latine et dans les Caraïbes

- Les inégalités dans la distribution des richesses en Amérique latine et dans les Caraïbes sont, dans une large mesure, le résultat de la précarité croissante des conditions d'emploi et de travail: le chômage s'est accru dans la région, et la tendance à l'informalisation et à la tertiarisation de l'emploi se poursuit, en même temps que l'on constate une détérioration des niveaux de revenu du travail.
- Selon les données de l'OIT (Panorama Laboral 2002, disponible seulement en espagnol), le chômage dans la région a touché 9,2 % de la main-d'œuvre en 2002, soit l'équivalent de 17 millions de travailleurs sans emploi, palier qui correspond à près du double de la valeur observée au début des années 90 (5,6 % en 1991).
- La plupart des emplois créés entre 1990 et 2001 appartiennent au secteur informel (deux nouveaux emplois sur trois), et l'on a observé une intensification du processus de tertiarisation de l'emploi non agricole (sur 100 emplois créés au cours de cette période, 96 correspondaient à ce secteur) et une diminution de la protection sociale du travail (43 nouveaux salariés sur 100 n'avaient pas accès aux services de sécurité sociale).
- De tels indicateurs du marché du travail constituent d'importants facteurs expliquant la régressivité observée dans la distribution des revenus dans la région, qui est encore la plus régressive au monde.

### Déficit de travail décent en Amérique latine et dans les Caraïbes

- Selon l'OIT (Panorama Laboral 2002), le déficit de travail décent dans la région est passé de 49,5 % des travailleurs en 1990 à 50,5 % en 2002, ce qui équivaut à 93 millions de travailleurs urbains n'ayant pas un travail décent en 2002, soit près de 30 millions de plus qu'en 1990.
- Renverser cette tendance nécessite un investissement en politiques et programmes permettant d'assurer une réduction du chômage et une extension de la couverture de la protection sociale aux travailleurs, en particulier à ceux dont le salaire est peu élevé.
- L'OIT évalue à près de 5,7 % du PIB le coût du déficit de travail décent dans la région, ce qui implique, par exemple, destiner chaque année un peu plus de 1 % du PIB, sur une période de cinq ans, au remboursement de ce déficit.
- Pour un PIB de l'ordre de 1,9 trillion de dollars, le financement du déficit de travail décent dans la région correspond à un montant d'environ EU\$ 107 billions, soit l'équivalent d'une contribution annuelle d'un peu plus de EU\$ 20 billions par année, sur une période de cinq ans.
- Le déficit de travail décent représente un important trait commun des pays du Continent américain. L'élimination de ce déficit constitue une partie essentielle de toute action de partenariat à l'échelle du Continent.

### Por une mondialisation inclusive

- Le processus de mondialisation est une réalité qui peut être transformée, de façon à la rendre plus inclusive.
- Il est nécessaire d'en modifier l'orientation actuelle, afin de convertir en réalité le rêve d'une mondialisation plus équitable qui multiplie les occasions pour tous, qui profite aux pauvres et à ceux qui sont exclus.

- Pour être inclusive, la mondialisation doit traduire le progrès économique en progrès social, rendant possible la construction de sociétés prospères, solidaires et équitables.
- Une mondialisation différente doit viser la construction d'un cadre intégré de politique, qui combine politiques économiques, sociales et environnementales.
- En résumé, une mondialisation différente doit poursuivre le développement d'une véritable dimension sociale et du travail du processus de mondialisation, en vue de la création de travail décent, qui mènera à une distribution plus juste des avantages dérivés des progrès économiques, faisant de l'élimination du déficit de travail décent l'un des buts des politiques gouvernementales.
- La promotion du travail décent a constitué une condition fondamentale du développement durable des pays de la région ainsi que du succès de l'intégration économique du Continent.

#### PROPOSITION

- Pour s'attaquer au déficit de travail décent il faut se baser sur des stratégies qui encouragent le travail digne aux niveaux national, sous-régional et régional, comportant des directives claires, précises et partagées, qui orientent la conception de plans et de programmes à cet effet.
- Il est également important d'établir une systématique de surveillance et d'évaluation des résultats de ces politiques.
- Une proposition novatrice et stimulante, dans le cadre de la Conférence interaméricaine des ministres du Travail (CIMT), est de bâtir une authentique "stratégie interaméricaine de promotion du travail décent", par l'établissement de piliers, de directives et de buts afin d'orienter et de délimiter le processus d'élaboration de "Plans nationaux et sous-régionaux de promotion du travail décent".
- L'expérience de la Stratégie européenne pour l'emploi, qui jouit du soutien financier du Fonds social européen, peut servir de base à la conception et au développement d'une "stratégie interaméricaine de promotion du travail décent", appuyée par la constitution d'un "Fonds interaméricain de promotion du travail décent", dans le cadre de la CIMT, réunissant, par conséquent, tous les acteurs et organismes internationaux et régionaux ayant à voir avec le Système interaméricain du travail.
- À l'exemple de l'expérience européenne, la stratégie interaméricaine doit se consolider en axes (piliers), qui se divisent en directives, comportant leurs objectifs et leurs buts spécifiques. Les piliers de cette stratégie continentale solidaire pourraient être les suivants:

I – Encouragement de la création d'emplois et de la formation des travailleurs – réunissant les directives relatives aux politiques actives du marché du travail de même qu'à la construction et au perfectionnement de systèmes publics d'emploi;

II – Encouragement de l'esprit d'entreprise – directives relatives aux programmes d'appui et d'encouragement de l'esprit d'entreprise (micro et petites entreprises, auto-emploi, entreprises autogérées, économie de partenariat, arrangements productifs locaux, etc.);

III – Égalité des chances – directives visant à promouvoir l'égalité des chances entre les personnes et à combattre toute forme de discrimination au travail et/ou salariale, à faciliter la conciliation entre la vie professionnelle et familiale (soins aux enfants et aux personnes âgées), ainsi qu'à promouvoir la responsabilité sociale des entreprises;

IV – Dialogue social et démocratisation des relations de travail – réunissant des directives visant à stimuler, à structurer et à consolider le dialogue social, augmentant le capital social des pays américains, à garantir et à promouvoir les droits fondamentaux du travail de même qu'à accroître le degré de protection sociale des travailleurs.

- La constitution du Fonds nécessite l'identification de sources permanentes de ressources, de leur structure de gestion et d'application, entre autres questions connexes.
- Pour les économies américaines, et particulièrement celles d'Amérique latine et des Caraïbes, la constitution du Fonds à partir de contributions des États membres de l'OEA serait loin d'être suffisante, l'apport financier d'organismes internationaux, et même l'identification de formes alternatives de contribution, étant nécessaires.
- Une claire définition du noyau conceptuel du Fonds peut aider à convaincre des États, des organismes régionaux, internationaux et multilatéraux ainsi que des collaborateurs potentiels à mobiliser les ressources nécessaires à la réalisation de l'idée.